

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT, EN PROCÉDURE  
D'URGENCE N° 000002/AONR/MINDCAF/CIPM/2026 du 09 JUN 2026  
POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME NATIONAL DE GESTION  
INFORMATISÉE DES BAUX ET CONCESSIONS DU DOMAINE NATIONAL.**

**Financement:** BIP MINDCAF 2026

**Exercice :** 2026

**Imputation :** 60 37 383 2 320003 0411 521319

### 1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières lance un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour le développement d'un Système National de Gestion Informatisée des Baux et Concessions du Domaine National.

### 2. Consistance des prestations

Le projet de développement d'un Système National de Gestion Informatisée des Baux et Concessions du Domaine National sera articulé autour des cinq (05) principales phases ci-après :

- Phase 1 – Collecte, authentification et assainissement des actes ;
- Phase 2 – Numérisation et indexation documentaire ;
- Phase 3 – Cadrage technique ;
- Phase 4 – Développement et mise en service de la plateforme web et de la base de données ;
- Phase 5 – Formation et transfert de compétences.

Chaque phase sera sanctionnée par un rapport de mise en œuvre et les livrables y afférents. Le prestataire devra produire un rapport de démarrage présentant notamment : la compréhension globale de la mission ; le contexte et les objectifs du projet ; la méthodologie d'exécution par phase ; l'organisation de l'équipe projet ; le chronogramme détaillé ; les livrables attendus ; les principaux risques identifiés assortis des mesures d'atténuation ; ainsi que le dispositif de pilotage, de suivi et de validation des prestations. Ce rapport sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage avant le démarrage effectif des travaux.

N°	Désignation	Unité	Quantité
<b>1. Études et cadrage fonctionnel</b>			
1.1	Prestations de cadrage technique, juridique et documentaire	FF	01
1.2	Missions techniques et déplacements terrain ( <i>déplacements pour collecte, supervision, réunions techniques</i> )	FF	01
<b>2. Développement du système</b>			
2.1	Développement plateforme web, base de données, interfaçage, tests	Jour	80
<b>3. Acquisition de matériel informatique</b>			
3.1	Scanner OCR professionnel (A3) <i>Epson DS-70000 ou équivalent</i>	U	02
3.2	Ordinateurs portables professionnels <i>Core i5/i7, 16Go RAM, SSD</i>	U	06
3.3	Serveur local sécurisé (NAS rack ou tour) <i>8 To RAID, double alimentation, backup</i>	U	01
3.4	Onduleur 3KVA (pour serveur)	U	01
3.5	Onduleur 1KVA (pour ordinateur de bureau)	U	06

3.6	Antivirus professionnel <i>Antivirus, antiransomware, protection web, protection paiements, pare-feu, mise à jour automatique</i>	U	06
3.7	Imprimante de bureau multifonction <i>Laser monochrome Jusqu'à 32 ppm</i>	U	06
3.8	Imprimante professionnelle <i>Impression, copie, scan, fax (multifonction 4-en-1) Laser monochrome USB, Ethernet, Wi-Fi, impression mobile jusqu'à 60 ppm (pages par minute)</i>	U	01
3.9	Logiciels de traitement PDF/OCR <i>Adobe Acrobat Pro, ABBYY FineReader</i>	U	06
3.10	Suite bureautique <i>(rédaction de rapports, tableaux de bord)</i>	U	06
3.11	Armoire métallique de rangement	U	03
<b>4. Numérisation et indexation des actes</b>			
4.1	Traitement de 10 000 à 15 000 actes (scans, classement, métadonnées)	FF	01
<b>5. Hébergement et maintenance</b>			
5.1	Hébergement physique et cloud, sécurisation, sauvegarde, support	FF	01
<b>6. Formation et transfert de compétences</b>			
6.1	Ateliers de formation (agents centraux MINDCAF)	Jour	03
6.2	Production de manuels et kits pédagogiques Guides papier + USB	U	60
6.3	Location de salle, pauses, logistique	J	03
<b>7. Clôture technique du projet</b>			
7.1	Rapports	FF	03
7.2	Séminaire atelier de restitution	Jour	01

### 3. Délais prévisionnels et lieu d'exécution des prestations

La durée des travaux est fixée à sept (07) mois, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Le lieu d'exécution des prestations est le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières.

### 4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel desdites prestations est de TTC 96 000 000 FCFA (quatre-vingt-seize millions).

### 5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National est ouverte aux entreprises préqualifiées ci-dessous :

N°	Noms des entreprises préqualifiées	Adresses
1	SPRINT PAY	BP : 1342 Yaoundé, Tél : 686 08 37 99 ;
2	GROUPEMENT KIAMA SA & DAREBDAB	BP : 15709 Yaoundé, Tél : 697 81 25 15 ;
3	EMC ENGINEERING SARI.	BP : 15302 Yaoundé, Tél : 699 93 38 84.

**6. Financement**  
Les prestations objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINDCAF - Exercice 2026, Imputation : 60 37 383 02 330003 523119.

**7. Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la soumission en ligne.

**8. Caution de soumission**

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission établie par une banque ou un organisme financier agréé par le Ministère des Finances, dont la liste figure dans la pièce 13 du Dossier d'Appel d'Offres. Elle est valable jusqu'à trente (30) jours après la date initiale de validité des offres d'un montant de : *FCFA neuf cent soixante mille (960 000)*.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun lien avec la consultation concernée, est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire lors de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

**9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la porte N° 232, sise au 2ème étage de l'Immeuble Ministère N°2 à Yaoundé, des publications du présent avis, ainsi que la version électronique sur la plateforme COLEPS, disponible aux adresses <http://www.marchepublics.cm> et <http://www.publiccontractors.cm> dès publication du présent avis.

**10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la porte N°232 sise au 2ème étage de l'Immeuble Ministère N°2 à Yaoundé, des publications du présent avis, sur présentation de la quittance de versement d'une somme non remboursable FCFA soixante-dix mille (70 000), payée au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses susindiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

**11. Remise des offres**

Chaque offre rédigée en français ou en anglais dont l'original marqué comme tel, plus une offre financière témoin destinée à l'ARMP, devra parvenir en ligne sur la plateforme COLEPS, au plus tard le **07 juin 2026** 12 heures. Des copies de sauvegardes des offres enregistrées sur clé USB ou CD/DVD devront être remises sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », dans les délais impartis, en plus de la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE  
N°000002/AONR/MINDCAF/CIPM/2026 du 09 JUIN 2026  
POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME NATIONAL DE GESTION  
INFORMATISEE DES BAUX ET DES CONCESSIONS DU DOMAINE NATIONAL.**

*A l'attention de Monsieur le Ministre des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières  
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement*

**N.B : Taille et format des fichiers**

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire, le cas échéant, la taille des fichiers à transmettre.

## **12.Recevabilité des offres**

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes distinctes et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin

entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

### 13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis sera effectuée en deux temps.

i) L'ouverture des offres administratives et des offres techniques aura lieu le **07 JUIL 2026** à 13 heures, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINDCAF, dans la salle de conférence sise au 2<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Ministériel N°2 à Yaoundé, porte N°235.

Chaque soumissionnaire peut assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de son choix ayant une connaissance parfaite des offres.

ii) l'ouverture des offres financières des soumissionnaires retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques sera effectuée dès approbation du rapport d'évaluation technique

### 14. Critères d'évaluation

#### 14.1 Critères éliminatoires

- pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- absence de la caution de soumission, timbrée, accompagnée du récépissé de la CDEC ou non-conformité de celle-ci à l'ouverture des plis ;
- absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du délai réglementaire de 48 heures après l'ouverture des offres ;
- absence de la déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) années (2023, 2024, 2025) et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises délaillantes ;
- absence d'une capacité financière d'au moins 30 millions de francs CFA ;
- note technique inférieure à 80 sur 100 des points ;
- non-respect d'une spécification technique majeure définie par l'astérisque (\*) ;
- absence du certificat de garantie du fournisseur pour les matériels à livrer couvrant une période minimale de 6 mois ;
- absence des prospectus accompagnés des fiches techniques des fabricants ou du concessionnaire en couleur ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU ;
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- présence d'une information financière dans l'offre technique ou administrative ;
- non-conformité du mode de soumission ;
- non-respect du format de fichiers des offres (soumission en ligne) ;
- absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

#### 14.2. Critères essentiels

Le dossier technique sera évalué sur cent (100) points et selon les critères ci-après :

N°	Critères essentiels	Nombre de points
1.	Références du soumissionnaire	20
2.	Références du personnel et disponibilité	30
3.	Disponibilité du matériel et des équipements essentiels	10
4.	Conformité des fournitures proposées aux spécifications techniques	20
5.	Preuves d'acceptation des conditions du Marché.	05
6.	Méthodologique en adéquation avec les termes de référence	15

***N.B :*** *Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins quatre-vingt sur cent seront qualifiés à l'ouverture de leurs offres financières.*

Le consultant sera choisi selon la méthode de sélection qualité-coût (mieux-disant), conformément aux procédures décrites dans le présent DAO. Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura obtenu la note finale la plus élevée.

La note finale N sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$N = 70\% \times \text{Note technique (Nt)} + 30\% \times \text{Note financière (Nf)}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition la moins-disante, sa note financière sera fixée à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins-disante seront obtenues par la formule :

$$Nf = 100 \times (F/Fm)$$

Fm = le montant de la proposition la moins-disante

F = le montant de la proposition considérée

Le soumissionnaire présentant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché.

## **15. Attribution**

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la mieux-disante, en incluant, le cas échéant, les rabais proposés.

## **16. Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

## **17. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la porte N°232 sise au 2ème étage de l'Immeuble Ministériel N°2 à Yaoundé ou en ligne sur la

plateforme COLEPS aux adresses : [http://www.marchépublics .cm](http://www.marchépublics.cm) et <http://www.publiccontracts.cm>.

### 18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l’Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48,

#### Ampliations

- MINMAP (pour suivi)
- ARMP (pour publication)
- CIPM/MINDCAF (pour information)
- Affichage (pour information)
- Service des Marchés Publics (pour archivage)

Yaoundé, le 09 JUNE 2026

LE MINISTRE DES DOMAINES, DU  
CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES

Le Ministre

Henri Eyehé Njissi

Page 5

**RESTRICTED NATIONAL  
INVITATION TO TENDER, IN EMERGENCY PROCEDURE  
NO.000002/RNIT/MINDCAF/CIPM/2026 OF 09 JUN 2026 FOR THE  
DEVELOPMENT OF A NATIONAL COMPUTERIZED MANAGEMENT  
SYSTEM FOR LEASES AND CONCESSIONS OF NATIONAL PROPERTY.**

Financing: MINDCAF PIB

Financial year: 2026

Head: 60 37 383 2 320003 0411 521319

### 1. Subject of the invitation to tender

The Minister of State Property, Surveys and Land Tenure, Contracting Authority, launches a request for the design and implementation of a computerized register of leases and grants in the National Domain.

### 2. Nature of services

The project will be structured around the following five (05) main phases:

- Phase 1 – Collection, authentication, and cleansing of legal documents;
- Phase 2 – Digitization and document indexing;
- Phase 3 – Technical scoping;
- Phase 4 – Development and deployment of the web platform and database;
- Phase 5 – Training and knowledge transfer.

Each phase will be documented by an implementation report and related deliverables. The service provider shall submit an inception report presenting, in particular: the overall understanding of the assignment; the project context and objectives; the implementation methodology for each phase; the project team organization; the detailed implementation schedule; the expected deliverables; the key risks identified together with mitigation measures; as well as the arrangements for steering, monitoring, and validation of the services. This report shall be submitted to the Contracting Authority for approval prior to the effective commencement of the activities.

No.	Description	Unit	Quantity
<b>1. Functional Study and Scoping</b>			
1.1	Technical, legal and documentary scoping services	LS	01
1.2	Technical missions and field trips (Data collection, supervision, technical meetings)	LS	01
<b>2. Platform Development</b>			
2.1	Development of web platform, database, interfacing, testing	Day	80
<b>3. Acquisition of IT Equipment</b>			
3.1	Professional OCR scanner (A3) <i>Epson DS-70000 or equivalent</i>	Unit	02
3.2	Professional laptops <i>Core i5/i7, 16GB RAM, SSD</i>	Unit	06
3.3	Secure local server <i>(NAS rack or tower) 8TB RAID, dual power supply, backup system</i>	Unit	01

3.4	3KVA UPS (for server)	Unit	01
3.5	1KVA UPS (for desktop computers)	Unit	06
3.6	Professional antivirus Anti-virus, anti-ransomware, web protection, payment protection, firewall, auto-updates	Unit	06
3.7	Multifunction office printer Monochrome laser. up to 32 ppm	Unit	06
3.8	Professional multifunction printer (4-in-1) Print, copy, scan, fax Monochrome laser. USB, Ethernet, Wi-Fi, mobile printing. up to 60 ppm	Unit	01
3.9	PDF/OCR processing software Adobe Acrobat Pro, ABBYY FineReader	Unit	06
3.10	Office Suite	Unit	06
3.11	Metal Storage Cabinet	Unit	03
<b>4. Digitization and Indexing of Documents</b>			
4.1	Processing of 10,000 to 15,000 documents (Scanning, classification, metadata)	LS	01
<b>5. Hosting and Maintenance</b>			
5.1	Physical and cloud hosting, security, backups, technical support	LS	01
<b>6. Training and Knowledge Transfer</b>			
6.1	Training workshops (MINDCAF central staff)	Day	03
6.2	Production of manuals and training kits Printed guides + USB drive	Unit	60
6.3	Venue rental, coffee breaks, logistics	Day	03
<b>7. Project Technical Closure</b>			
7.1	Reports	LS	03
7.2	Final restitution workshop/seminar	Day	01

### 3. Provisional deadline and place of delivery

The delivery period is fixed at seven (07) months, from the date of notification of the service order to start the services.

The place of performance is the Ministry of State property, Surveys and Land Tenures.

### 4. Estimated cost

The estimated cost of this service is FCFA 96 000 000 (ninety-six million).

### 5. Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to candidates on the following shortlists:

N°	Names of pre-qualified enterprises	Adresse
1	SPRINT PAY	P.O. Box : 1342 Yaoundé, Tél : 686 08 37 99 ;
2	GROUPEMENT KIAMA SA & DAREBDAB	P.O. Box : 15709 Yaoundé, Tél : 697 81 25 15 ;
3	EMC ENGINEERING SARL	P.O. Box : 15302 Yaoundé, Tél : 699 93 38 84.

## 6. Financing

The services which form the subject of this quotation request are financed by the MINDCAF Public Investment Budget - Financial year 2026, Head: 60 37 383 02 330003 523119.

## 7. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online submission.

## 8. Bid bond

Each bidder should include to his/her administrative documents, a bid security issued by a first rank bank or financial institution approved by the Ministry of Finance and appearing on item 13 of the present tender file. It shall be valid up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of bids, of an amount of: *FCFA nine hundred and sixty thousand (960 000)*.

Failure to provide a tender bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the tender. A tender bond that has been produced but is not linked to the tender in question shall be deemed to be missing. The tender bond presented by a tenderer at the tender opening session is unreceivable.

## 9. Consultation of tender file

The hard copy of the file may be consulted free of during working hours at door No. 232 located on the 2<sup>nd</sup> floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé.

The soft copy can be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublies.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website ([www.arpmp.cm](http://www.arpmp.cm)).

## 10. Acquisition of tender file

The file can be obtained at door No.232 located on the 2<sup>nd</sup> floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé, upon publication of this notice, upon presentation of the receipt of payment of a non-refundable sum of FCFA seventy thousand (70 000), paid to the Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be subject to the payment of TF purchase fees.

## 11. Submission of bids

Each tender, drawn up in French or English copies marked as such plus a sample financial offer destined for ARMP, must be received online on the COLEPS platform, no later than 12 pm on 10<sup>th</sup> JUN 2026. A back-up copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy", by the deadline, in addition to the following mention:

*"RESTRICTED NATIONAL*

*INVITATION TO TENDER, IN EMERGENCY PROCEDURE,  
N° 000002/OINT/MINDCAF/CIPM/2026 OF 09 JUN 2026 FOR THE  
DEVELOPMENT OF A NATIONAL COMPUTERIZED MANAGEMENT  
SYSTEM FOR LEASES AND CONCESSIONS OF NATIONAL PROPERTY.*

*To be opened at the tender evaluation session"*

**NB: File size and format**

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants may use compression software to reduce the size of the files to be sent.

## 12. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner: -

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

It should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

## 13. Opening of bids

The bids shall be opened in two phases:

i) Administrative and technical bids, shall be opened on ~~07 Jun 2026~~ ~~2026~~ at 1pm, in the conference room located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé, door N°235.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.

ii) Opening of financial offers of successful tenderers after the technical evaluation, shall be done upon approval technical evaluation report.

## 14. Evaluation criteria

### 14.1. Eliminary criteria

- falsified documents or false statements;
- absence of the stamped bid security, accompanied by the CDEC receipt, or non-compliance of the bid security at the time of bid opening;
- absence or non-compliance of an administrative document after the 48-hour regulatory deadline following the bid opening;
- absence of the sworn statement by which the bidder certifies that they have not abandoned any contract during the three (3) years (2023, 2024, 2025) and that they are not on the list of defaulting companies;
- lack of financial capacity of at least 30 million CFA francs;
- technical score below 80 out of 100;
- failure to comply with a major technical specification defined by the asterisk (\*);
- absence of the supplier's warranty certificate for the equipment to be delivered, covering a minimum period of 6 months;
- absence of the brochure accompanied by the manufacturer's or dealer's color technical data sheets;
- absence of a quantified unit price in the unit price schedule;
- absence of the dated and signed integrity charter;
- absence of the dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- presence of financial information in the technical or administrative offer;
- non-compliance with the submission method;
- non-compliance with the offer file format (online submission);
- absence of a backup copy in case of COLEPS platform malfunction.

### 14.2. Essential criteria

The essential criteria will relate to the headings below:

N°	Essential criteria	Ponderation
1.	Bidder's References	20
2.	Staff References and Availability	30
3.	Availability of Essential Materials and Equipment	10

4.	Conformity of Proposed Supplies to Technical Specifications	20
5.	Proof of Acceptance of Contract Conditions	05
6.	Methodological approach consistent with the terms of reference	15

*N.B: Only candidates who have totaled at the end of the evaluation a technical score of not less than 80/100 will be qualified for the opening and examination of their financial offers*

The consultant will be selected using the quality-cost selection methodology (as best described) in accordance with the procedures described in this Tender file. The contract will be awarded to the tenderer whose tender has obtained the highest final score.

Final grade N will be calculated by the weighted combination of technical and financial notes in the following formula:

$$N = 70\% \times \text{Technical score (Nt)} + 30\% \times \text{Financial score (Nf)}$$

The financial score (Nf) is obtained as follows:

If Fm is the lowest bid amount, the financial score will be equal to 100 points. The scores of other bidders calculated from the lowest bidder financial score will be obtained by the formula:

$$Nf = 100 \times (Fm/F)$$

Fm = the amount of the lowest bid

F = the amount of the proposal under consideration

The tenderer with the highest final score will be declared the winner of the contract.

## 15. Award

The Contracting Authority will award the Contract to the tenderer whose tender has been found to be substantially in accordance with the Tender Documents, who possesses the technical and financial capacity required to perform the contract satisfactorily, and whose tender has been assessed as the most advantageous, taking into account, where applicable, any discounts offered.

## 16. Period of validity of bids

Bidders shall remain committed by their bids for *90 days* from the initial submission deadline.

## 17. Further information

Additional information can be obtained during working hours at room No.232, located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé, or online on the COLEPS platform at the following addresses: [http://www.marchepublics .cm](http://www.marchepublics.cm) and <http://www.publiccontracts.cm>.

## 18. Fight against corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP.

Yaoundé, le 09 JUN 2026

THE MINISTER OF STATE PROPERTY,  
SURVEYS AND LAND TENURE.



*Henri Eyehé Ayissi*

### Copies to:

- MINMAP
- PCRA
- MINDCAF
- Chairperson ITB/MINDCAF
- Notice boards